



Avec le soutien de :



## Élection des représentant-e-s du personnel au

### Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (Cneser)

Liste présentée par **Sud Recherche EPST**, membre de **Solidaires Fonction publique**,

avec le soutien de **Sud Éducation** et de **Solidaires Étudiant-e-s**

#### **Personnels des EPST<sup>1</sup>, nous devons élire nos représentant-e-s au Cneser.**

Le Cneser est une instance consultative sur les missions confiées aux établissements publics d'enseignement supérieur et de recherche (ESR). Cette instance regroupe à la fois des représentant-e-s du personnel, des étudiant-e-s, des établissements, des représentant-e-s du monde économique, des « grands intérêts nationaux » ; soit une centaine de personnes consultées sur des sujets qui vont des stratégies nationales d'ESR, aux questions statutaires sur l'emploi, en passant par des éléments de répartitions budgétaires et l'organisation territoriale de l'ESR.

Les élu-e-s Sud Recherche EPST y portent des orientations Solidaires et y défendent le personnel et le service public de l'ESR. Nous avons conscience des limites de cette instance dont les avis n'imposent aucune contrainte au pouvoir politique.

Pour Sud Recherche EPST, siéger au Cneser est avant tout une source d'information nécessaire pour **nous alerter et construire la mobilisation collective qui seule peut garantir des avancées !**

Pour Sud Recherche EPST, siéger au Cneser, c'est aussi **ne pas laisser le champ libre aux seuls lobbyistes (du monde économique, des collectivités territoriales et autres... voire même de notre propre milieu)** et porter dans les débats une conception citoyenne et responsable d'**une recherche au service de la société.**

#### **2019-2023, le mandat de tous les dangers pour la recherche publique ?**

Comme partout dans la fonction publique et le service public, la recherche publique est le théâtre de « transformations » au bulldozer :

L'étranglement budgétaire auquel ont été soumis les EPST, la politique de restructuration permanente et de « mutualisation », ont eu la peau de deux EPST : l'Irstea et l'Ifsttar dont la disparition est programmée au 1<sup>er</sup> janvier 2020 à travers des processus de fusion à marche forcée, dans des conditions inacceptables pour les personnels. Et pourtant ces deux EPST travaillent sur des thématiques de recherche environnementale indispensables pour relever les défis de la transition énergétique et écologique ! Cherchez l'erreur...

Et côté restructuration en tous genres, ça ne fait que commencer... C'est open-bar pour les « expériences » de regroupements « dérogatoires », grâce à l'ordonnance 2018-1131 !

Pour sa part, l'article 41 de la loi PACTE fera sauter les derniers garde-fous qui évitaient une trop grande collusion entre recherche publique et intérêts privés, et fragiliser donc grandement l'indépendance de la recherche. À l'heure des grands discours sur la déontologie, l'intégrité scientifique et le développement de la science ouverte, c'est assez paradoxal !

Enfin, la réforme de la fonction publique qui s'annonce privera les agent-e-s de leurs moyens de défense collectifs, fera exploser les collectifs de travail en introduisant toujours plus de compétition, d'individualisme et de contrôle hiérarchique... Et surtout, toujours plus de précarité !

**Au travers de ces évolutions, de ces restructurations, un objectif principal : sacrifier les services publics aux intérêts particuliers, en divisant et asservissant le personnel, et en s'appuyant sur les ambitions personnelles.**

**POUR NE PAS LAISSER FAIRE, VOTEZ ET FAITES VOTER POUR LES CANDIDATS SUD RECHERCHE EPST**

#### **Nos valeurs :**

**SUD, c'est Solidaires, Unitaires et Démocratiques !**

**Sud Recherche EPST** est un syndicat pour tous les personnels des EPST quel que soit leur statut, **volontairement inter-catégoriel et inter-EPST.**

**Sud Recherche EPST** est un syndicat de l'**Union syndicale Solidaires**, pour un syndicalisme qui refuse de s'arrêter à la porte de nos lieux de travail, pour un vrai projet de transformation sociale. Si les luttes sectorielles sont utiles et nécessaires, elles doivent s'inscrire dans un objectif global de changement radical de société, pour un monde juste, ouvert et solidaire, au travers notamment d'un véritable partage des richesses et du travail ; un monde qui ne sacrifie pas l'intérêt général, les services publics et l'avenir de la planète aux profits de quelques intérêts privés, où la coopération remplace la compétition, où la différence est une richesse, où personne n'est laissé pour compte.

C'est pourquoi, avec Solidaires, nous participons activement à différentes initiatives : ATTAC dont Solidaires est membre fondateur, Réseau éducation sans frontières, forums sociaux, Marche mondiale des femmes...

**Parce qu'un autre monde est possible,  
de travailleurs-citoyens**

**et non d'esclaves-consommateurs**

**CONSTRUISONS-LE ENSEMBLE !**

<sup>1</sup> EPST : établissements publics à caractère scientifique et technologique : CNRS, Ifsttar, Ined, Inra, Inria, Inserm, IRD et Irstea.

## NOS PRINCIPALES REVENDEICATIONS

- ➔ Les établissements de l'ESR ont une mission de service public de recherche à des fins d'intérêt général et de formation par la recherche émancipatrice ; ces missions doivent rester publiques, indépendantes et être assurées par des fonctionnaires.
- ➔ Utilisation des deniers publics pour les dépenses d'intérêt public : suppression du crédit d'impôt recherche et réaffectation des fonds au financement pérenne de la recherche, augmentation du budget de la recherche et de la formation.
- ➔ Financement national de la formation et de la recherche afin de garantir des objectifs communs et l'égalité des moyens sur le territoire ; maintien du cadrage national des diplômés ; priorité au financement pérenne de la recherche plutôt que par appel à projet (suppression de l'ANR) ; abrogation des lois de mise en concurrence des établissements (LRU, Fioraso, etc...).
- ➔ Maintien des EPST, de leurs missions et de leurs moyens : non à une fusion au rabais de l'Inra et de l'Irstea et à la dissolution de l'Ifsttar dans l'université Gustave-Eiffel.
- ➔ Arrêt de la politique de recours généralisé à l'emploi précaire, la titularisation immédiate des actuel-le-s non-titulaires ; un plan d'urgence s'impose pour permettre de pourvoir les milliers d'emplois gelés. NON au contrat de projet qui instaure la précarité à vie !
- ➔ Une réelle politique de lutte contre le chômage et d'amélioration de la qualité de vie et de travail par une réduction conséquente du temps de travail.
- ➔ Fin des évaluations-sanctions ; disparition de tous les systèmes de prime et refonte de la grille indiciaire pour des augmentations de salaire avec un salaire minimum à 1 700€ net mensuel et une réduction des inégalités salariales.
- ➔ Lutte contre toutes les inégalités et discriminations.
- ➔ Égalité de déroulement de carrière entre les hommes et les femmes via notamment la lutte contre les stéréotypes et contre l'usage de normes de réussite masculine. Un plan de lutte contre les violences sexistes et sexuelles dans l'ESR.
- ➔ Droit à la mutation et suppression de toute mobilité subie pour tout le personnel.
- ➔ Instauration de vrais pouvoirs et contre-pouvoirs décisionnels aux mains du personnel, qui doit décider collectivement de l'organisation de son travail ; mise en place d'une direction collégiale des universités, émanant des seuls personnels et étudiant-e-s. Les lobbys comme la Conférence des présidents d'université ne représentent en aucun cas la communauté !
- ➔ Abrogation de la loi Orientation et réussite des étudiant-e-s (ORE) : pas de sélection à l'entrée de l'université.
- ➔ Construction massive de logements étudiants et véritable plan de rénovation et d'agrandissement des locaux pour l'ensemble des universités, afin d'accueillir dignement les nouvelles générations d'étudiant-e-s.
- ➔ Gratuité des frais d'inscription à l'université.
- ➔ Refonte du contrat doctoral afin de garantir l'égalité et l'indépendance des doctorant-e-s.
- ➔ Des budgets spécifiques et conséquents pour l'accessibilité handicap et pour l'accueil des étudiant-e-s et du personnel concerné-e-s.

**REMETTONS LA CONFIANCE et LA COOPÉRATION au centre de notre fonctionnement collectif, POUR UNE RECHERCHE VRAIMENT AU SERVICE DE LA SOCIÉTÉ !**

**Nous voulons un projet collectif d'avenir pour la recherche publique, porteur des raisons qui nous font croire à l'utilité de nos métiers et à une recherche qui investit pour bâtir un monde solidaire, pour la collectivité et pour chacun-e !**

### Nos candidat-e-s

*Sud Recherche EPST présente des candidat-e-s dans les deux collèges des EPST ; nos élu-e-s, quel que soit leur corps, travailleront bien évidemment de concert. Depuis toujours, nous combattons l'approche corporatiste et élitiste qui consiste à déterminer la représentation du personnel par collèges distincts en fonction des statuts ou niveaux hiérarchiques, d'autant que le but est en général de minorer la représentation d'une partie des agent-e-s, voire de les exclure. Ainsi pour ces élections au Cneser, la représentation des collèges « chercheur-e-s » (6 sièges) et « ingénieur-e-s et technicien-ne-s » (4 sièges) est inversée par rapport aux effectifs. Pour Sud Recherche EPST, **un-e travailleur-se = une voix, tout comme un-e citoyen-ne = une voix ! Nous revendiquons pour tou-te-s les agent-e-s, quel que soit leur statut ou fonction, le droit de s'exprimer avec le même poids, que ce soit dans la vie de tous les jours, les projets des équipes et services, ou lors des élections !***

| Titulaires  | Suppléant-e-s   |
|---|---|
| 1 – Alain CASTERA (IR – CNRS – Villeurbanne)      | 1bis – Stephan BERNARD (IE – Irstea – Clermont-Ferrand) |
| 2 – Christine KOCH (T – Inra - Tours)             | 2bis – Céline BARTHONNAT (IE – CNRS – Paris)            |
| 3 – Pierre VINANT (IR – Ifsttar – Versailles)     | 3bis – Olivier GUIBERT (AT – Inra – Valence)            |
| 4 – Ghislaine GRISOT (IE – Irstea – Villeurbanne) | 4bis – Myriam EVENNOU (IR – Ifsttar – Lyon-Bron)        |
| 1 – Janique GUIRAMAND (CR – CNRS – Montpellier)   | 1bis – Philippe BON (CR – Ifsttar – Villeneuve d'Ascq)  |
| 2 – Guillaume MARRELEC (CR – Inserm – Paris)      | 2bis – Jacqueline CANDAU (DR – Irstea – Cestas)         |
| 3 – Élodie MERLOT (CR – Inra – Rennes)            | 3bis – Samuel ALIZON (DR – CNRS – Montpellier)          |
| 4 – Fabrice VIRGILI (DR – CNRS – Paris)           | 4bis – Christine BENISTANT (CR – Inserm – Montpellier)  |
| 5 – Christine BUISSON (DR – Ifsttar – Lyon-Bron)  | 5bis – Stéphane PEZENNEC (CR – Inra – Rennes)           |
| 6 – Anthony PECQUEUX (CR – CNRS – Grenoble)       | 6bis – Sacha DAVIDSON (DR – CNRS – Montpellier)         |